



Douzième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 41 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 1958

Barème des ajustements (indemnités de poste ou déductions) : classement
de l'Office de l'Organisation des Nations Unies à Genève

Projet de rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Jaime de PINIES (Espagne)

1. A ses 624ème et 625ème séances, la Cinquième Commission a examiné les rapports du Secrétaire général (A/C.5/711) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/3721) concernant le classement de Genève dans le barème des ajustements (indemnités de poste ou déductions).
2. A sa onzième session, l'Assemblée générale avait notamment décidé (résolutions 1095 A (XI) et 1095 B (XI)) :
 - a) D'adopter le système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) que le Comité d'étude du régime des traitements avait, en 1956, recommandé de substituer au système des taux différentiels et des indemnités de cherté de vie;
 - b) De ranger New-York dans la classe 5 de ce système;
 - c) De recommander aux institutions spécialisées que, avec effet au 1er janvier 1957, Genève soit rangée dans la classe 1 de ce système;
 - d) De demander au Secrétaire général que, dans le cas des fonctionnaires de l'Organisation en poste dans la région du siège d'une institution spécialisée qui a adopté le système d'indemnités de poste, l'indemnité de poste soit celle de la classe fixée pour cette région par l'institution spécialisée en question.

3. Aux fins du système d'indemnités de poste, Genève serait rangée dans la classe 2 lorsque la moyenne de l'indice local du coût de la vie atteindrait ou dépasserait 105 pendant neuf mois (Genève, janvier 1956 = 100). Bien que l'indice de Genève n'ait pas encore atteint 105, l'Assemblée mondiale de la Santé (en mai 1957) et le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (en juin 1957) :

- a) Ont approuvé pour Genève l'indemnité de poste de la classe 2 à partir du 1er juin 1957;
- b) Ont retenu le 1er janvier 1957 comme date de référence à partir de laquelle les variations futures du coût de la vie seraient calculées; en d'autres termes, on a considéré que Genève avait atteint l'indice 105 au 1er janvier 1957.

4. Dans son rapport, le Secrétaire général a exposé les principaux arguments avancés, tant à l'Assemblée mondiale de la Santé qu'au Conseil d'administration de l'OIT, par ceux qui étaient d'avis de changer le classement de Genève; voici, brièvement, ces arguments :

- a) L'indice du coût de la vie avait augmenté de 3,4 pour 100 en 1956;
- b) Lorsqu'elle avait décidé, en février 1957, de ranger New-York dans la classe 5 avec effet au 1er janvier 1957, l'Assemblée générale des Nations Unies avait tenu compte notamment de ce que l'indice du coût de la vie, dans la région new-yorkaise, avait augmenté d'environ 3 pour 100 depuis le 1er janvier 1956;
- c) La proposition tendant à reporter la date de base du barème des traitements au 1er janvier 1956 avait amené à négliger une augmentation de plus de 2 pour 100 dont il aurait fallu tenir compte ultérieurement pour un ajustement des traitements versés à Genève;
- d) Lorsqu'elle avait rangé New-York dans la classe 5, l'Assemblée générale avait fait intervenir un autre élément d'appréciation en reconnaissant que l'on ne pouvait se fier entièrement aux statistiques du coût de la vie;

/...

- e) Il n'était que justice que les considérations qui avaient joué, avec l'approbation de l'Assemblée générale, en faveur du personnel en poste à New-York jouent également dans le cas d'autres lieux d'affectation; cela permettrait de rétablir un juste équilibre touchant l'application du système des ajustements, et de préserver le régime commun des traitements et indemnités.

5. Le Secrétaire général a déclaré dans son rapport que, étant donné les décisions prises par l'Assemblée mondiale de la Santé et par le Conseil d'administration de l'OIT, et eu égard à la décision de l'Assemblée générale visée à l'alinéa 2 d) ci-dessus, il se sentait tenu, par souci d'équité et afin de préserver le régime commun, de recommander que les dispositions en matière de traitements et d'indemnités approuvées pour les fonctionnaires de l'OMS et de l'OIT en poste à Genève soient également appliquées aux fonctionnaires de l'ONU en poste dans cette ville. Quant à la question de la date d'application, le Secrétaire général, tout en reconnaissant que l'on pouvait faire valoir des arguments pour et contre le passage dans la classe 2 rétroactivement au 1er juin 1957, a estimé que des arguments très forts militaient en faveur d'une complète égalité de traitement pour les fonctionnaires internationaux de l'ONU et des institutions spécialisées qui sont en poste dans un même lieu d'affectation.

6. Le Comité consultatif a déclaré qu'il lui était difficile de reconnaître la validité des arguments invoqués par l'OIT et l'OMS pour justifier le fait qu'elles n'avaient pas suivi le système d'ajustements proposé par le Comité d'étude et adopté par l'Assemblée générale. Les ajustements étaient initialement déterminés en comparant toutes les villes avec la base : Genève, au 1er janvier 1956. Cette comparaison initiale faisait intervenir une large part d'appréciation aussi bien que des éléments statistiques; elle pouvait être faite pour n'importe quelle ville par rapport à Genève, mais ne devait manifestement pas être faite pour Genève puisque Genève jouait le rôle de point de repère pour tous les calculs. En conséquence, le Comité consultatif a estimé que les modifications de l'ajustement de Genève ne devraient être fondées que sur les variations périodiques de l'indice local du coût de la vie par rapport à la date de référence (janvier 1956). Etant parvenu à cette conclusion, le Comité consultatif n'a pas pu s'associer à la

/...

recommandation du Secrétaire général et il a estimé, au contraire, que janvier 1956 devait rester la date de référence pour le calcul des fluctuations du coût de la vie à Genève et que l'indemnité de poste prévue pour la classe 2 devrait être accordée au personnel de l'ONU en poste à Genève lorsque la hausse moyenne de l'indice aurait été de 5 points pendant neuf mois.

7. Le Comité consultatif a cependant constaté que l'indice du coût de la vie à Genève avait atteint 105 en août et s'était maintenu à ce niveau au cours du mois de septembre et il a déclaré que l'Assemblée générale pouvait estimer que les mesures prises par l'OIT et l'OMS avaient créé une situation exceptionnelle qui pouvait appeler une solution spéciale. Si tel devait être l'avis de l'Assemblée générale, le Comité consultatif ne s'opposerait pas à ce que l'on renonce à exiger la moyenne de neuf mois et à ce que le personnel de l'ONU en poste à Genève reçoive l'indemnité prévue pour la classe 2 à compter du 1er août 1957. Le Comité consultatif a en outre exprimé l'espoir que l'OIT et l'OMS décideraient, après nouvel examen, de maintenir le 1er janvier 1956 comme date de référence pour le calcul des fluctuations du coût de la vie en ce qui concerne leurs fonctionnaires à Genève.

8. Au cours des débats à la Cinquième Commission, on a déploré que l'Assemblée mondiale de la Santé et le Conseil d'administration de l'OIT aient pris des décisions qui, pour un certain nombre de délégations, risquaient de compromettre le régime commun des traitements et indemnités applicable au personnel de l'ONU et des institutions spécialisées, régime adopté tout récemment, après avoir été soigneusement élaboré par le Comité d'étude et examiné en détail par la Cinquième Commission. Une grave question de coordination se posait, tant à l'échelon national - entre les délégations à l'ONU et les délégations auprès des institutions spécialisées - que sur le plan administratif. En conséquence, on a souligné que les représentants des gouvernements qui prennent part au débat sur ces questions dans les diverses organisations de la famille des Nations Unies devraient adopter une attitude uniforme. Un certain nombre de délégations ont estimé que la situation devant laquelle se trouve aujourd'hui l'Assemblée générale n'existerait peut-être pas si, à sa onzième session, l'Assemblée avait décidé, conformément à la recommandation du Comité d'étude de ranger New-York dans la classe 4 et non pas dans la classe 5.

/...

9. La validité des arguments avancés par l'Assemblée mondiale de la Santé et le Conseil d'administration de l'OIT pour justifier leur décision a été contestée, et les observations du Comité consultatif à cet égard ont été approuvées. On s'est demandé si, dans ces circonstances, l'ONU devait, elle, accepter de déroger aux conditions régissant le changement de classe aux fins des indemnités de poste. Toutefois, en vue d'assurer un traitement équitable au personnel de l'ONU en poste à Genève et de maintenir le régime commun, cette mesure est apparue inévitable.

En ce qui concerne la date à partir de laquelle les fonctionnaires de l'ONU devraient recevoir l'indemnité de poste prévue pour la classe 2, un certain nombre de délégations se sont déclarées prêtes. Étant donné que l'indice de coût de la vie à Genève avait atteint 105 en août 1957, à renoncer à exiger la moyenne de neuf mois et à accepter que Genève soit rangée dans la classe 2 à partir du 1^{er} août 1957. Cependant, d'autres délégations ont estimé qu'il y avait lieu, puisque l'on invoquait des raisons d'équité pour justifier l'acceptation de la classe 2, de faire bénéficier les fonctionnaires de l'ONU d'une équité complète et de leur accorder l'indemnité à partir de la même date que les fonctionnaires de l'OIT et de l'OMS, c'est-à-dire à partir du 1^{er} juin 1957.

10. La Commission a également examiné une autre décision de l'Assemblée mondiale de la Santé et du Conseil d'administration de l'OIT fixant au 1^{er} janvier 1957 la date de référence pour le calcul des fluctuations futures du coût de la vie. La recommandation du Comité consultatif tendant à ce que cette date de référence soit maintenue au 1^{er} janvier 1956 (100) a bénéficié de l'appui général. On a également exprimé l'espoir que les institutions intéressées tiendraient compte de la suggestion du Comité consultatif et décideraient, après un nouvel examen, de maintenir la date du 1^{er} janvier 1956, mais certaines délégations se sont demandé s'il était vraiment souhaitable d'adresser une invitation formelle en ce sens à ces institutions.

11. Votant sur les diverses questions considérées, la Cinquième Commission a pris les décisions suivantes; elle a :

- a) Approuvé par 42 voix contre 11, avec 6 abstentions, la classe 2 pour les fonctionnaires de l'ONU en poste à Genève;

/...

- b) Rejeté par 29 voix contre 7, avec 27 abstentions, une proposition du représentant d'Israël tendant à ranger Genève dans la classe 2 avec effet du 1er juin 1957;
- c) Approuvé par 39 voix contre 9, avec 15 abstentions, la date du 1er août 1957 comme date à partir de laquelle la classe 2 serait appliquée aux fonctionnaires de l'ONU en poste à Genève;
- d) Approuvé par 62 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la recommandation du Comité consultatif tendant à maintenir le 1er janvier 1956 comme date de référence pour le calcul des fluctuations du coût de la vie à Genève.

/...

[Note : le projet de résolution ci-après est soumis à
la Cinquième Commission pour examen]

BAREME DES AJUSTEMENTS (INDEMNITES DE POSTE OU DEDUCTIONS) : CLASSEMENT
DE L'OFFICE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES A GENEVE

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1095 (XI) relative au régime des traitements
indemnités et prestations en vigueur à l'Organisation des Nations Unies,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général^{1/} et du Comité consultatif
pour les questions administratives et budgétaires^{2/} sur la question du classement
de Genève aux fins du barème des ajustements (indemnités de poste ou déductions),
établi en application de ladite résolution,

Notant la décision prise par l'Assemblée mondiale de la Santé et par le
Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail de ranger dans
la classe 2 du barème des ajustements le personnel de ces institutions en poste à
Genève,

Se déclarant de nouveau persuadée que des normes analogues en matière de
traitements et de prestations connexes doivent être appliquées, en règle générale,
aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions
spécialisées qui sont en poste dans les mêmes villes,

1. Décide de ranger dans la classe 2 du barème des ajustements, avec effet
au 1er août 1957, les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies en poste
à Genève;

2. Décide de maintenir la date du 1er janvier 1956 comme date de référence
servant à calculer les variations du coût de la vie à Genève pour le classement
des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies aux fins du système
d'ajustements;

3. Recommande que l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation
mondiale de la Santé envisagent de nouveau de considérer la date du 1er janvier 1956
comme date de référence servant à calculer désormais les variations du coût de la
vie à Genève pour le classement des fonctionnaires de ces institutions aux fins
du système d'ajustements.

1/ A/C.5/711.

2/ A/3721.